

Document

Le marché transatlantique, cimetière des nations

(par Pierre Hillard)

04.07.2013

Après l'annonce par le président Obama, en février 2013, du lancement d'un marché transatlantique, les événements se sont accélérés les 17-18 juin lors de la réunion du G8 en Irlande du Nord. Avant de rentrer à Washington, le président américain a fait un détour, comme par hasard... à Berlin afin de régler avec la chancelière Merkel les derniers points permettant l'assujettissement du Vieux Continent aux financiers de *Wall Street*. La France n'oppose plus de résistance. Des secteurs étant plus égaux que d'autres, nos responsables politiques n'hésitent pas à sacrifier des pans entiers du patrimoine (industrie, agriculture, secteur public, environnement, normes sanitaires...) à l'exclusion de la sacro-sainte « *exception culturelle* ». Nos artistes ont beau se proclamer « *citoyens du monde* », l'ouverture a ses limites.

Tant pis pour l'ouvrier de Michelin ou l'agriculteur de l'Aveyron : ils devront goûter aux joies des normes transatlantiques standardisées *made in USA* appelées à être les références pour le monde entier. C'est le point clef de l'affaire. Sans oublier les droits de douane en voie d'évaporation qui vont décapiter des secteurs clefs de notre industrie et de notre agriculture. Il s'agit d'appliquer à toutes les strates des sociétés occidentales des mesures calquées sur les intérêts et les normes régissant le modèle américain. Ces normes édictées par l'activité intense des lobbies anglo-saxons à Bruxelles reposent toutes sur le principe du libéralisme le plus effréné. Cette situation n'est que la conséquence d'un long travail fait en amont.

Les élites anglo-saxonnes ont toujours voulu assujettir l'Europe à leur profit. Un prince du mondialisme comme Cecil Rhodes (1853-1902), fondateur de l'industrie diamantaire De Beers, rêvait d'aboutir à cet idéal, marchepied vers la gouvernance mondiale. Il est à l'origine de la création des « *bourses d'étude Cecil Rhodes* » permettant le recrutement d'étudiants animés d'un esprit sans frontières et capables d'occuper les postes clefs de la société en vue de la promotion de cet idéal. L'Américain Clarence Streit (1896-1986), bénéficiaire de la « *bourse d'étude Cecil Rhodes* » en 1920, fut pour le système une extraordinaire recrue. Journaliste au *New York Times* et taraudé par le dogme d'un monde démocratique sans frontières, il n'hésita pas à travailler étroitement avec les fils spirituels de Cecil Rhodes (membres actifs du mondialisme anglais) Lionel Curtis et Philip Kerr. Cette émulation – avec les relais et les soutiens financiers de haut vol qui vont de pair – permit à Streit la publication en 1939 d'un livre clef, véritable Bible du transatlantisme, *Union Now* et au sous-titre révélateur : « *Proposition pour une union fédérale des démocraties de l'Atlantique Nord* ». Son livre et ses activités multiples comme la création de « *The Association to Unite the Democracies* » influencèrent de nombreux dirigeants comme les présidents Roosevelt et Truman, mais aussi le secrétaire d'État John Foster Dulles ou encore Jean Monnet. Cependant, son activité au lendemain de la Seconde Guerre mondiale prit une ampleur encore plus vive.

Outre sa contribution à la création du « *Comité pour une union atlantique* » en 1949 qui joua un rôle important dans la création de l'OTAN, Streit propulsa sa vision d'un bloc atlantique en favorisant la rédaction d'une « *Déclaration pour une unité atlantique* » en octobre 1954. Les objectifs défendus sont très actuels : élimination de tous les obstacles au commerce, tarifs douaniers réduits et instauration d'une économie propre à la Communauté atlantique. Les soutiens à cette Déclaration furent d'éminentes personnes comme le général William J. Donovan (patron des

services secrets américains, l'OSS, durant la Seconde Guerre mondiale), le président Truman, le général George C. Marshall, Lionel Curtis, Julian Huxley (premier président de l'UNESCO, fondateur du WWF et frère d'Aldous), Maurice Allais, Michel Debré, Edmond Giscard d'Estaing (père de Valéry) ou encore le général Maxime Weygand. Une deuxième « *Déclaration pour une unité atlantique* » vit le jour en novembre 1962. Renforçant les objectifs de la première, elle précisait, outre le partenariat commercial entre « *la Communauté économique européenne et l'Amérique du Nord comme socle d'une communauté économique atlantique* », qu'il fallait favoriser entre autres la création d'une « *Haute Cour de justice atlantique* ». Parmi la liste des signataires, on trouve des gaullistes comme Jacques Rueff et Maurice Schumann, le socialiste Guy Mollet (partisan de l'union franco-anglaise en septembre 1956) ou encore les fondateurs et les dirigeants de la très mondialiste Paneurope comme Michel Habib-Deloncle et Louis Terrenoire. Rappelons que le trésorier de la Paneurope France dans les années 1960 s'appelait Georges Pompidou.

Au vu des exemples du passé, nous comprenons mieux la vigueur du projet de marché atlantique prêt à dissoudre la France et les nations européennes.